

<https://www.fakirpresse.info/de-poorter-le-seriel-fermeur-3>



De Poorter, le seriel-fermeur

(3)

- Le Journal - Dossiers -



Publication date: mardi 15 novembre 2016

Copyright © Journal Fakir - Tous droits réservés

Lino Ventura l'énonçait, dans les Tontons flingueurs : « Les cons, ça ose tout. C'est même à ça qu'on les reconnaît ! »

On dirait la même chose des PDG, aujourd'hui : « Les patrons, ça ose tout. C'est même à ça qu'on les reconnaît ! »

Ça ose encaisser les subventions et aligner les plans « sociaux ». Ça ose toucher du CICE et se réfugier dans les paradis fiscaux.

Ça ose remettre en cause l'Organisation internationale du travail, et même le travail des enfants ! « De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace ! »

C'est tout le patronat, on dirait, qui a fait sienne la devise de Danton. Quand on dépasse les bornes, y a plus de limite. Le Crédit Impôt Compétitivité ? Le pacte de responsabilité ? La loi Macron ? El Khomri bientôt ? Ce n'est jamais assez.

Jamais assez d'allègements ! Jamais assez de flexibilité ! Jamais assez de subventions !

Alors, Fakir a dressé le palmarès des pires. Avec cette question lancinante :

alors que les PDG sont si audacieux, pourquoi, devant eux, sommes nous si lâches ?

Un lundi matin, sous la pluie, place Gambetta, au coeur d'Amiens. Des drapeaux CGT flottent, on s'approche, quelques mecs distribuent des tracts mouillés. *« Notre boîte va fermer. »*

Pas de surprise.

« Notre patron a repris la boîte, il y a trois ans, juste pour la couler. Tout était prévu. Ce qui est fou, c'est qu'on le laisse faire, on l'accueille à bras ouverts. »

Jérôme, le délégué CGT d'Airchal, me fait le portrait de son boss : *« Yves De Poorter est belge, il vit entre Dubaï et Singapour. Quand il vient à l'usine, il loue le château d'à côté et arrive en Jaguar. Il méprise les travailleurs, dit en permanence que le droit français est trop contraignant, qu'il déteste les syndicats. Un vrai salaud. »*

Airchal, pourtant, à Flixecourt, dispose d'un savoir-faire, dans le traitement de l'air. Ils ont équipé des tours de la Défense, la Cité du cinéma à Paris, la centrale nucléaire de Flamanville, et même une piste de ski en Égypte. Mais le groupe a ouvert une filiale en Allemagne, et a donc revendu sa branche française à ce Belge.

« Depuis le début, il est là pour couler la boîte, pour qu'on ne soit pas repris par un concurrent du groupe. On s'en est rendu compte par des petits détails. Un salarié qui tombe malade, et la mutuelle qui ne le rembourse pas : l'entreprise n'avait pas payé le dernier trimestre. Les vestiaires devenaient sales, les femmes de ménage ne venaient plus. Et même, à un moment, on était obligé d'amener notre PQ ! En février, ça a été la goutte de trop, les salaires n'ont pas été versés. »

Les charrettes de neuf salariés se suivent et se ressemblent, sous la barre des dix, pour éviter un véritable plan social. C'est presque une joie, donc, quand les ouvriers ont obtenu la liquidation !

« C'est évident que le coulage est volontaire : dès son arrivée, il a délogé le meilleur commercial. Beaucoup moins de contrats rentrent. Mais tape son nom sur Internet, tu verras : c'est un multirécidiviste. Ça fait vingt ans qu'il ferme des boîtes. »

Il m'aura fallu, comme *« investigation »*, 0,0048 seconde sur Google.

Le journal patronal local, d'abord, *Picardie Gazette* (14/03/2014), De Poorter s'y raconte un peu : *« Cela fait vingt-cinq ans que je structure des petites comme des grosses sociétés. »*

Puis *La Libre Belgique*, en 2001 déjà : *« Fin de partie pour CS 2. L'entreprise a confirmé ce mercredi midi sa situation de banqueroute. Yves De Poorter, manager de crise, a annoncé hier le dépôt de bilan de l'entreprise. »*

L'Avenir (6/1/2012) : *« "Seize chauffeurs seront licenciés immédiatement dans le cadre de la fermeture de la division*

De Poorter, le seriel-fermeur (3)

charroi a indiqué Yves De Poorter, manager intérim chez Rogister. Pour les 10 autres, la décision sera prise une fois l'arrêt total de la division". »

L'Avenir (25/06/2011), toujours (qui s'annonce radieux) : « À Gembloux, les négociations entamées en vue de la conclusion d'un accord social sur la fermeture de l'outil de production de la société OKT Benelux sont toujours dans l'impasse. [...] De son côté, la direction nommait un manager de crise, M. Yves De Poorter. »

Et un paquet d'autres références de la même qualité, presque toutes en Belgique. Des grosses, des petites sociétés. Du transport, de l'informatique, du textile... Un touche à tout.

Sur *societe.com*, il est même dénommé comme « liquidateur ».

Son nom revient dans tellement de fermetures que je me demande s'ils ne sont pas plusieurs, si je n'ai pas affaire à des homonymes. Pour m'en assurer, avec les syndicats belges, je joins par Internet une photo du bonhomme : « Je vous confirme qu'il s'agit bien du même triste sire », « C'est bien lui ! » Quand je me rends sur place, à Namur, dans une entreprise de fabrication plastique, ou à Liège chez un transporteur, c'est comme s'ils me causaient d'un violeur en série : « Il utilise toujours les mêmes techniques », « il faut éviter que ça se reproduise ».

« J'en garde un très mauvais souvenir de De Poorter. Il n'a ni sentiment, ni coeur... Il dit que c'est la faute des charges sociales, des syndicats... de tout le monde sauf de l'entreprise qui l'emploie. »

J'ai l'impression de pratiquer une thérapie :

« Il nous a fait du mal tu sais, confie Francis, logisticien à Namur, tirant sur sa clope. Vraiment, je veux dire. Certains salariés ne s'en sont pas remis, trois ans après. Il arrive, il bouscule tout, ne respecte rien et puis s'en va. »

Marian, lui, est un routier, costaud et à la verve haute, néanmoins impressionné par le bonhomme : « Il faut voir le mépris qu'il affichait pour nous. Il nous annonce le licenciement à Noël. Il avait son planning, il ne pouvait pas déroger. »

« Cet homme est méprisant au possible, il n'a que des tableaux Excel en tête, pas du tout le sens humain. Je ne sais pas comment il fait dans la vie de tous les jours, il disait que lui ça allait, il dormait bien et n'avait pas de scrupules. »

Et Marian de conclure : « Vu qu'on est en Belgique, je te dirais que lui laisser une entreprise, c'est comme si on confiait une crèche à Marc Dutroux ! »

J'ai tenté de le joindre. Après de longues semaines d'attente, j'ai pu l'avoir au téléphone :

Je descends de Dubaï, mais je repars demain. En France, on ne peut pas licencier les gens. Là, j'aurais dû licencier dès le premier jour.

- Ailleurs qu'en France ça aurait pu marcher ?

- Oui, mais même dans une autre région je pense. En Normandie peut-être que j'aurais réussi, mais pas dans la Somme. Les syndicats font la loi. Là, à Dubaï, ça fonctionne mieux. Il y a des Chinois, des Pakistanais...

N'en jetez plus !

Alors, comment ça se fait ?

Comment se fait-il que le « Commissaire au redressement productif de la région Picardie » ait aidé à la reprise d'Airchal par Yves De Poorter ?

J'ai appelé.

Envoyé des courriels.

Un courrier en recommandé.

À M. Paul Coulon, désormais sous-préfet de Clermont-de-l'Oise.

Monsieur le sous-préfet,

Au printemps 2013, vous avez aidé à la reprise d'Airchal (Flixecourt) par M. Yves de Poorter.

Il semble que, depuis, ce dirigeant n'ait rien fait pour redresser l'entreprise, mais ait au contraire oeuvré avec succès pour la couler.

Ça n'était, pourtant, pas la première fois.

On trouve, sur Internet, la trace de fermetures en série effectuées par ce monsieur.

J'aimerais m'entretenir avec vous pour savoir comment se fait-il que l'entreprise puisse lui être confiée à la vue de son CV ?

Pourquoi avoir choisi M. Yves De Poorter, ou du moins ne pas s'être opposé à sa venue ? Avez-vous mené une enquête, même rapide ?

Je considère que vous avez une responsabilité particulière, personnelle, dans ce désastre industriel, et qu'à tout le moins, aujourd'hui, vous pourriez vous expliquer sur votre choix - alors que mes appels ne rencontrent jusqu'ici que votre silence.

Mais M. Coulon ne comprend sans doute pas.

Cette mise en cause lui paraît peut-être violente, excessive, tant en vérité ce cas est banal, tant c'est quotidiennement qu'on livre, dans l'indifférence, l'industrie française à des repreneurs bidons, à des Tapie aux petits pieds, à mille De Poorter, à des fonds privés qui « *s'abattent comme une nuée de sauterelles* ».

Laissant Jérôme et ses camarades seuls, dans la grisaille et sous la pluie.